

# **La Société civile congolaise interpelle Docteur Denis Mukwege Prix Nobel de la Paix 2018**

---

Nous, membres de la diaspora congolaise à travers le monde, déportés politiques, économiques et sanitaires,

Nous, membres de la société civile congolaise, plurielle et variée,

Tous et toutes engagés pour un Congo libre,

Ayant appris avec une joie incommensurable la distinction de notre compatriote Professeur Docteur Denis Mukwege par la fondation Nobel qui l'a honoré du Prix Nobel de la Paix 2018 pour son travail humaniste en faveur des femmes victimes de violences sexuelles, adressons nos vives félicitations à l'heureux lauréat.

Ce prix est une reconnaissance mondiale du combat acharné et continu du concitoyen Mukwege pour la dignité et la liberté d'être humain, au prix et au risque de sa propre vie. Depuis de longues années, Denis Mukwege a donné le meilleur de lui-même et a démontré les valeurs d'humanisme, de courage, de détermination ainsi que de don de soi.

A travers ce prix, le Professeur Mukwege rejoint le pré-carré très restreint de grands artisans de la paix africains tels que l'Égyptien Anouar El-Sadate, le Sud-Africain Nelson Mandela, le Sud-Africain Desmond Tutu, le Ghanéen Koffi

Annan, la Kenyane Wangari Maathai, la Libérienne Ellen Johnson Sirleaf pour ne citer que ceux/celles-là. Chacune de ces illustres personnalités africaines a apporté un leadership décisif et positif dans les sorties de crise dans leur pays ou sur le continent africain.

Or, la nation congolaise fait face à une très grave crise protéiforme qui menace son existence. La légitimité des institutions et de leurs animateurs est très vivement contestée par des pans entiers de nos populations meurtries et exténuées par une pauvreté devenue endémique. Face à cette crise, la nation en péril est en droit d'attendre de ses filles et fils son salut. À la suite de nos pères fondateurs, le professeur Mukwege est appelé à jouer un rôle prépondérant pour le peuple congolais qui aspire à la paix, à la démocratie, au bien-être, ainsi qu'aux droits et libertés fondamentaux. Face à ces aspirations légitimes, aucune alternative crédible n'est offerte au peuple congolais. Les élections crédibles et transparentes sont improbables dans les délais prescrits avec les acteurs et institutions en place. La restriction croissante et persistante de l'espace des libertés publiques crée un climat tendu défavorable à des élections libres, transparentes et apaisées. Les institutions de la République sont prises en otage par une poignée de personnes obstinées à confisquer indéfiniment le pouvoir par tous les moyens, y compris en replongeant le pays dans une nouvelle guerre civile, et qu'en conséquence le pays se retrouve englué dans une crise politique et constitutionnelle aiguë. L'opinion craint légitimement que cette confiscation du pouvoir par la force et la chronique annoncée d'une fraude électorale massive ou d'un nouveau report des élections aux calendes grecques n'ouvrent la voie à des révoltes populaires ou à d'autres formes de contestation violente, avec des conséquences

prévisibles et évitables, notamment des violences extrêmes contre la population civile, et surtout les femmes. Toutes les initiatives de résolution de cette crise sans précédent sont demeurées sans effet à cause de la mauvaise foi de ceux qui s'accrochent au pouvoir.

Dès lors, nous sommes convaincus que, comme citoyens, nous ne saurions demeurer indifférents à la misère et aux souffrances de notre Peuple sans trahir notre mission. Nous sommes conscients que la reconstruction de la Nation passe nécessairement par la remise en cause de notre propre rôle, le réarmement moral et la prise en main de notre responsabilité sociale. Aussi, réaffirmons-nous notre détermination à écrire, avec l'ensemble de notre peuple ainsi que des nations amies, une nouvelle page de l'Histoire de la RDC.

Nous sommes confortés par la constitution du 18 février 2006 affirmant dans son article 5 la souveraineté populaire (dans une perspective contractualiste de John Locke qui garantit au souverain populaire des prérogatives de reprendre le pouvoir en cas d'abus par ses mandataires) et disposant dans son article 64 le devoir de tout Congolais de faire échec à toute confiscation du pouvoir ou son exercice en violation des dispositions de la Constitution. Le gouvernement, qui a failli dans sa mission d'organisation d'élections libres et transparentes dans les délais constitutionnels, doit être sanctionné comme ce fut le cas au Liban avec Michel Sleiman, en République Centrafricaine (RCA) ou encore en Haïti avec Michel Martelly. Dans ce dernier cas, l'ex président Martelly avait été contraint à la démission pour inaptitude à organiser les élections dans les délais constitutionnels, ouvrant la voie à une transition politique organisée sous l'autorité du parlement. Dans le cas de la

RDC, une telle option n'est plus possible dès lors que le sénat, qui devrait assurer l'intérim conformément à la constitution de février 2006, se retrouve hors-mandat depuis 2011 et il est fortement désavoué. En somme, la crise institutionnelle en cours en RDC ne peut être résolue que hors du cadre institutionnel en place. Car, même l'assemblée nationale est illégitime depuis plus de deux ans. C'est ainsi que le dialogue entre acteurs politiques, sous la médiation de la CENCO (Conférence Episcopale du Congo) avait abouti aux Accords de Décembre 2016. Depuis, le régime en place à Kinshasa a usé des subterfuges pour ne pas appliquer lesdits accords, parfois avec la complicité de certains acteurs de l'opposition politique. Les politiciens de tous bords ont massivement failli et semblent avoir le même modus operandi : se préoccuper de leur seule survie politique.

A situation exceptionnelle, solution exceptionnelle. Ainsi, il s'impose à notre conscience une transition citoyenne comme en RCA où, face à des institutions illégitimes, il a été fait appel à des personnalités civiles pour sauver la nation. Les exemples haïtien, libanais et centrafricain susmentionnés inspirent et ravivent notre appel à une transition citoyenne pour assurer une paix durable et mettre en place les bases solides pour l'organisation des élections démocratiques, crédibles, libres et apaisées.

Jusqu'à quand devons-nous attendre encore en laissant mourir le Congo? Jusqu'à quand devons-nous regarder agir impunément ces bourreaux qui tuent nos mères, violent nos sœurs, mutilent nos filles et détruisent le Congo, notre seul héritage commun légué par nos ancêtres? Combien de morts faut-il encore pour faire entendre nos cris? Combien de personnes déplacées pour arrêter ce fléau ? Combien de familles détruites ?

Nous avons, dans la diaspora répandue à travers le monde et à l'intérieur du pays, acquis et disposons des compétences et savoir-faire, des liens et réseaux, ainsi qu'une bonne compréhension des autres peuples et cultures. Tel le peuple juif qui a initié son retour vers la terre promise, nous voulons initier notre marche de retour vers notre mère patrie et participer à sa reconstruction. Nous portons en nous la vie et l'espoir du Congo. Les valeurs humanistes et la crédibilité du Pr. Denis Mukwege, reconnues par ce prix Nobel, font de lui un pont vers la paix et un Congo Positif.

Le lauréat du prix Nobel de la Paix Dr. Mukwege, qui soulage et répare depuis longtemps les femmes victimes de violence, incarne aujourd'hui plus que jamais l'espoir de notre peuple pour retrouver sa dignité et se remettre au travail de reconstruction nationale, de démocratisation et de développement durable. Il est l'un des rares Congolais à même de faire un large consensus et de fédérer les hommes et femmes de bonne volonté autour de notre idéal national. Par la confiance qu'il inspire et la compétence qu'il incarne, il saura mobiliser le peuple vers un meilleur destin et bien positionner le pays pour les grands défis que notre humanité doit collectivement affronter.

Un Congo stable est incontournable face au défi du réchauffement climatique car il dispose de 60% des forêts du bassin du Congo, représentant ainsi le deuxième poumon du monde après l'Amazonie. Cette contribution de la RDC requiert une base saine d'une nouvelle démocratie centrée sur l'humain et non exclusivement sur les intérêts économiques, ainsi que le partenariat avec les autres pays voisins africains, la fraternité et l'amitié avec les autres continents. A cet égard, la communauté internationale

devrait soutenir une transition citoyenne que réclament des pans entiers de notre peuple et qui vise à s'assurer de la crédibilité et de la légitimité de leurs prochains interlocuteurs, les prochains dirigeants de la RDC. Une telle crédibilité et légitimité ne peut émerger que des élections libres et justes. Ce qui ne peut pas être le cas, comme le constatent la quasi-totalité des observateurs locaux et internationaux. Une transition citoyenne sans Kabila s'impose tout naturellement. Cette transition doit être assurée par des technocrates sous l'autorité d'une personnalité de la société civile reconnue pour ses valeurs humanistes sans conteste.

A cette fin, nous lançons un appel solennel au Professeur Denis Mukwege que nous exhortons à bien vouloir accepter d'assurer le leadership de cette transition pour répondre aux cris de détresse de nos populations. Nous espérons fermement qu'il saura répondre présent pour réparer le Congo tout entier de ses nombreux maux, sauver la nation en péril et lui redonner sa dignité. Que vive la RDC au cœur de l'Afrique et dans le monde !